



Lettre n° 256 du 2 octobre 2022

Au sommaire :

- « *Femme, vie, liberté* » En Iran, les femmes, force motrice de la révolution - Galia Trépère
- La folle escalade guerrière de Poutine, « *un retour à l'âge des impérialismes et des colonies* » ou la continuité mondialisée du capitalisme prédateur et militariste - Yvan Lemaitre

## « *Femme, vie, liberté* » En Iran, les femmes, force motrice de la révolution

La mort le 16 septembre de Masha Amini, 22 ans, suite aux violences exercées contre elle par la police des mœurs lors de son arrestation à Téhéran trois jours auparavant, a provoqué un mouvement de révolte qui a gagné en quelques jours l'ensemble du pays malgré la répression.

Masha avait été interpellée pour « *port de vêtements inappropriés* », parce que son voile sans lequel les femmes en Iran ne peuvent pas sortir de chez elles, laissait dépasser une mèche de cheveux. Les manifestations de protestation contre sa mort ont commencé dès l'annonce de celle-ci, devant l'hôpital de Téhéran où elle avait été amenée, dans le coma, puis lors des funérailles de Masha au Kurdistan iranien, dont elle était originaire et dont la population subit depuis des décennies oppression nationale et répression. Elles se sont propagées dès le lendemain à Téhéran et dans des dizaines d'autres villes de toutes les régions du pays. De nombreuses femmes se sont filmées en train de jeter leur voile dans le feu et de couper leurs cheveux, un geste public et collectif d'un courage extraordinaire pour signifier leur rupture avec le régime. Des hommes ont rejoint en masse la révolte des femmes contre le port du voile, chantant des slogans tels que « *je tuerai, je tuerai celui qui a tué ma sœur* » et jetant eux-mêmes des voiles dans le feu.

La révolte s'est étendue à tout ce qui rend l'existence de la majorité de la population invivable. La contrainte exercée contre la population est permanente et la répression féroce même en temps de « *calme social* ». Outre les interdits vestimentaires, l'avortement et le divorce sont proscrits. Le nombre de condamnés à mort, par pendaison, en 2021 a été de 319.

Le mouvement remet en cause, avec les interdits innombrables imposés aux femmes, les discriminations qui les frappent, un véritable apartheid de genre que subissent

50 % de la population. Ce système est le pilier du pouvoir théocratique, un moyen de plier toute la population et en premier lieu les classes exploitées à un ordre moral moyenâgeux en tentant d'y associer les pères, les frères et les maris. En se révoltant, les femmes iraniennes rejointes aujourd'hui par de nombreux hommes, des jeunes, soulèvent cette chape de plomb, le pouvoir religieux intégriste des ayatollahs et des mollahs qui maintient en Iran l'ordre social, la bonne marche de l'exploitation, depuis qu'il a écrasé les militants ouvriers, les forces progressistes de la révolution qui a renversé en 1979 la dictature sanglante du shah soutenue par les États-Unis jusqu'à la veille de sa chute. C'est le pouvoir qui est devenu la cible des manifestants. Parmi leurs slogans, « *A bas la dictature* », « *A mort les autorités* ».

### Un pouvoir déjà ébranlé par les révoltes populaires

Il y avait eu déjà en Iran d'énormes manifestations de la jeunesse étudiante et d'une partie de la petite bourgeoisie en 2009-2010, lors de la réélection contestée du président Ahmadinejad contre un candidat réformiste. Le soulèvement actuel s'inscrit dans le mouvement de contestation du régime né dans les années 2017-2018 et provoqué par les conséquences de la crise économique mondiale, aggravées par le retour des sanctions américaines à partir du moment où Trump a rompu l'accord sur le nucléaire. Les revenus du pétrole se sont effondrés, les prix en particulier ceux des carburants ont explosé, les subventions sur des produits de première nécessité ont pris fin pour venir en aide, prétendument, aux plus pauvres. L'inflation est aujourd'hui de 40 %, les prix du pain et de la viande ont augmenté de 60 %.

En 2019, des émeutes ont éclaté dans plus d'une centaine de villes, les travailleurs, les jeunes, les femmes ont

contesté tous les aspects du régime, l'injustice sociale, la très grande pauvreté à côté de l'enrichissement scandaleux des dignitaires du clergé et de l'État, la corruption omniprésente dans tous les actes de la vie quotidienne, les insupportables règles morales moyenâgeuses à l'heure des communications par satellite et des réseaux sociaux, les aventures militaires du régime en Syrie ou en Irak et au Liban par le biais du Hezbollah. Des commissariats ont été incendiés, des membres des forces de sécurité lynchés, « *Mort aux autorités* », criaient les manifestants.

La répression a été d'une violence extrême. En quinze jours au mois de novembre 2019, il y aurait eu 1500 morts d'après des informations de sources haut placées recueillies par Reuters. Accusant les manifestants d'être à la solde des Occidentaux et de leurs alliés, des USA, d'Israël et de l'Arabie saoudite, le guide suprême Khamenei a ordonné de tout faire pour mettre fin aux émeutes, justifiant les massacres de masse conduits par les Gardiens de la révolution, la garde prétorienne du régime.

Quelques semaines plus tard, début janvier 2020, les funérailles du général Soleimani, commandant en chef des interventions militaires extérieures iraniennes, qui avait été assassiné sur les ordres de Trump en Irak, furent l'occasion d'énormes manifestations patriotiques, le sentiment national provoqué par les agressions des vieilles puissances impérialistes et de leurs alliés au Moyen-Orient, servant encore une fois le régime. De nouvelles manifestations contre le régime éclatèrent cependant une semaine plus tard lorsque les Gardiens de la Révolution refusèrent de reconnaître leur responsabilité dans le crash d'un Boeing d'Ukrainian Airlines qui transportait 176 passagers dont 82 Iraniens. Elles étaient beaucoup moins nombreuses qu'en novembre, la répression, des milliers d'arrestations, ayant eu raison provisoirement du mouvement. Et la pandémie de Covid dans l'année 2020 se rajouta à l'étouffement par la violence de la révolte.

## Une réaction à double tranchant

Le clan religieux, qui se départageait quelques années auparavant entre réformateurs et conservateurs, se rassemblait alors derrière l'ultraconservateur Raïssi qui a été élu président en 2021, mais avec 48 % seulement de participation. Il a immédiatement renforcé l'arsenal des lois répressives contre les femmes, imposant qu'elles aient à couvrir non seulement leurs cheveux mais leur cou et leurs bras, durcissant les sanctions en cas d'infraction. De nombreux opposants ont été arrêtés et emprisonnés ces derniers mois, dont des cinéastes de renommée internationale et nombre d'artistes et d'intellectuels.

En renforçant la répression et les lois contre les femmes, Raïssi pensait tenir en tutelle toute la population. La police des mœurs qui s'était faite plus discrète les années auparavant, a été encouragée à faire du zèle. À côté d'elle, on voit patrouiller dans les rues, des bandes de motards armés de matraques, les bassidji, milices créées à l'origine pour enrôler de toutes jeunes recrues lors de la guerre menée par l'Irak contre l'Iran dans les années quatre-vingts,

une dizaine de millions aujourd'hui, des volontaires attachés au régime parce qu'ils bénéficient de toutes sortes d'avantages, emplois, places à la faculté, etc.

Le régime pensait sinon se renforcer, du moins se protéger par ce surcroît de répression, il n'a fait qu'afficher sa peur des masses populaires et créer les conditions qui ont fait exploser la révolte.

## La révolte des femmes, condition de l'émancipation sociale et politique

Ce sont les femmes, le mouvement féministe très actif en Iran, organisé à travers les nombreuses luttes qu'il a menées, qui unifie toutes les révoltes, celle des femmes elles-mêmes, celle des couches populaires, des travailleurs qui subissent la misère, le chômage qui touche surtout les jeunes, la corruption, celle de toute la jeunesse qui aspire à une modernité et une liberté interdites par les religieux, ou celle des minorités nationales comme les Kurdes ou les habitants du Balouchistan où le viol d'une jeune femme par un policier a provoqué une révolte générale.

Des grèves, d'enseignants et d'étudiants dans une centaine de facs, d'ouvriers aussi, en particulier dans les transports, ont déjà éclaté. Des syndicats indépendants, clandestins, existent, peut-être plus forts et organisés qu'on ne le pense. Ils ont mené de nombreuses luttes ces dernières années.

La répression a fait déjà plus de 83 morts, 3000 personnes auraient été arrêtées à Téhéran, les bases du mouvement kurde iranien, en Irak, ont été bombardées par le pouvoir, les cortèges de manifestants sont infiltrés par des indics. Une répression terrible est possible, par l'armée ou par les pasdaran, les gardiens de la révolution qui comptent 36 corps d'armée dans tout le pays.

Cela n'a pas empêché Macron de serrer la main du président ultraconservateur Raïssi devant les caméras, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU le 20 septembre dernier, ni le gouvernement de faire gazer la manifestation de solidarité à Paris dont un des slogans était « *En France, le silence, ça suffit* ». Et si des gouvernements occidentaux ont condamné les bombardements des bases kurdes en Irak, il n'y a rien à attendre de ces puissances dont toute l'histoire, leur soutien à la dictature tyrannique du shah dont ils veulent aujourd'hui propulser le fils, puis les menées et les sanctions contre le régime iranien, n'a fait que renforcer le pouvoir des religieux.

Alors que les classes possédantes et dirigeantes lancent partout leur offensive réactionnaire en s'appuyant sur les préjugés religieux, remettant en cause dans plusieurs pays le droit à l'avortement, la lutte des femmes iraniennes indique la voie. Elles rallient à elles la jeunesse contre l'État théocratique, instrument de domination et d'oppression contre le monde du travail et la population, elles défient l'ordre établi et son pilier l'ordre patriarcal. Elles sont le ferment de la révolution en résonance avec les révoltes de leurs sœurs et de leurs frères exploités.es et opprimés.de par le monde.

Galia Trépère

# **La folle escalade guerrière de Poutine, « un retour à l'âge des impérialismes et des colonies » ou la continuité mondialisée du capitalisme prédateur et militariste**

« Ce à quoi nous assistons depuis le 24 février est un retour à l'âge des impérialismes et des colonies. La France le refuse et recherchera obstinément la paix », lançait Macron, il y a dix jours, à l'occasion de la 77<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies. Le roi de l'imposture voudrait ainsi perpétuer le mythe d'une mondialisation sinon heureuse du moins démocratique et pacifiste pour justifier la politique de l'Otan au nom de nos prétendues « valeurs » face au retour de l'impérialisme dont l'odieuse guerre de Poutine serait l'incarnation ! Comme si la mondialisation financière dans la continuité de la logique du capitalisme impérialiste n'avait pas entraîné le monde dans un état de guerre permanent dont la guerre en Ukraine est un nouvel et sanglant épisode ! Et Poutine accuse l'Otan de vouloir faire de la Russie « une colonie » après avoir annexé de force 4 régions d'Ukraine !

Il est symptomatique de cette imposture que Macron ait prononcé ces propos à son retour de Londres où il s'était retrouvé avec les principaux chefs d'État pour commémorer, en la personne de la reine défunte, le vieil empire colonial britannique, des décennies de domination impérialiste et colonialiste en concurrence, en particulier, avec la France et l'Allemagne, qui a débouché sur la barbarie sanglante de deux guerres mondiales.

Le développement du capitalisme financiarisé a transformé la planète mais, loin d'apporter la paix et la démocratie, il a exacerbé les tensions entre les classes et les nations. La mondialisation de l'économie de marché n'a pas changé la nature des rapports d'exploitation, de concurrence et de domination. Il en a pour une part changé les mécanismes mais uniquement pour en accentuer la violence et la brutalité, mondialiser la guerre en soumettant l'ensemble de la planète au talon de fer du capital. Du « stade suprême » décrit par Lénine en 1916, au moment de la première guerre impérialiste, a émergé un nouveau stade de développement du capitalisme qui a accentué sa nature prédatrice et destructrice, parasitaire, son stade ultime, sénile. Il conduit l'humanité et la planète vers une catastrophe économique, financière, sociale, écologique, démocratique et militaire. Les classes dominantes et les États sont dépassés par leur propre monstre hors de contrôle mais en mondialisant les rapports d'exploitation, « la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort », elle a aussi mondialisé, renforcé la classe révolutionnaire, « les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires »<sup>1</sup>.

## **De la fin de l'ère coloniale et impérialiste à la « mondialisation armée »<sup>2</sup>**

La notion d'impérialisme a pris, avec le recul du marxisme, de plus en plus un contenu abstrait désignant toute politique agressive dans les rapports entre les nations hors

des évolutions historiques et concrètes qui les conditionnent. Cette conception s'accorde avec l'indignation, la condamnation et la solidarité morale mais ne permet pas d'aborder la question de la politique, de la stratégie dont a besoin la classe révolutionnaire.

La discussion implique un retour en arrière pour comprendre « la place de l'impérialisme dans l'histoire » selon les mots de Lénine en fonction de l'évolution des luttes de classes et du capitalisme lui-même. « *Le capitalisme arrivé au stade des monopoles* » a émergé du capitalisme de libre concurrence après la grande crise de 1873. Il fut la réponse de la bourgeoisie à la chute de ses profits par la conquête de nouveaux marchés pour exporter ses capitaux et ses marchandises, par la concentration de la production à travers la deuxième révolution industrielle, période qui vit les banques fusionner avec le capital industriel, donnant naissance au capital financier qui allait s'emparer des découvertes technologiques pour développer les secteurs industriels et augmenter le taux de profit. Les États se lancèrent dans la conquête coloniale.

En une dizaine d'années, le monde se trouva partagé entre les grandes puissances, principalement la France et l'Angleterre, qui se taillèrent d'énormes empires en Afrique et en Asie, autant de territoires protégés par des barrières douanières et militaires, véritables chasses gardées pour les trusts nationaux.

La Première guerre mondiale, première guerre impérialiste pour le partage du monde, fut l'aboutissement de cette folle débauche impérialiste. Cette folie guerrière ne résolut aucun problème, le traité de Versailles accoucha du fascisme, une nouvelle guerre mondiale devint inévitable. Elle trancha les rivalités sanglantes entre « *les fous d'Europe* » (Trotsky) par la victoire des USA qui imposèrent leur domination au monde.

L'ère de l'impérialisme n'en était pas finie pour autant. La révolution russe avait modifié les rapports de force malgré la contre-révolution stalinienne, les grandes puissances avaient entraîné les peuples coloniaux sur les champs de bataille les arrachant à la routine de la domination coloniale pour les plonger dans le monde moderne impérialiste. De ces bouleversements jaillit la puissante et irrésistible vague des mouvements de libération nationale dont l'apogée fut la victoire et l'unification du peuple vietnamien en 1975.

<sup>1</sup> *Le manifeste communiste*, Marx et Engels  
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm#sect1>

<sup>2</sup> *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*. Claude Serfati, Ed Textuel



Le capitalisme sous sa forme impérialiste s'était épuisé dans des décennies de guerres barbares, mais il avait survécu aux guerres et aux révolutions au prix d'un terrible tribut payé par l'humanité. Il dut mettre en œuvre de nouveaux modes de domination économique et politique, trouver de nouveaux moyens de poursuivre sa folle course au profit, à la domination, à la puissance. Soumettant à ses intérêts la nouvelle révolution technologique, les nouvelles techniques de communication, il combina la continuité de la politique impérialiste, la guerre et le militarisme, avec une politique libérale, associant privatisations, remise en cause des droits sociaux et intégration des anciens peuples coloniaux au marché capitaliste mondial. L'effondrement de l'URSS au début des années 90 accéléra le mouvement ; l'ère impérialiste cédait la place à un capitalisme financiarisé mondialisé, un nouveau stade de son développement, le stade des multinationales, dont nous avons toute raison de penser que c'est son stade ultime, sénile.

## **L'effondrement de l'URSS, l'intégration de la Russie à l'économie capitaliste ou le triomphe du marché capitaliste**

L'effondrement de l'URSS a été un moment charnière dans la fin de l'ère de l'impérialisme et l'approfondissement de l'offensive impérialiste et libérale du capital, orchestrée par les USA, pour imposer l'économie de marché à toute la planète. Leur politique était animée des mêmes objectifs que ceux de la bourgeoisie occidentale au XIX<sup>ème</sup> quand elle s'engagea dans le développement impérialiste après la grande crise de 1873 : trouver de nouveaux marchés pour ses marchandises et ses capitaux, exporter sa crise, conquérir de nouveaux territoires afin de surmonter la crise d'accumulation en dégagant de nouvelles sources de profits.

« *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Sous le fouet de la concurrence qui les oppose, les capitalistes sont entraînés dans une course en avant incontrôlée pour conquérir de nouveaux marchés, baisser les coûts. Ils développent les rapports d'exploitation, le salariat, étendent leur mode de production à la planète entière jusqu'à ce que rien ne leur échappe, que chaque parcelle de travail humain, chaque parcelle de terre participent de leurs profits.

Ils cherchent désespérément des remèdes, liquident toutes les barrières qui s'opposent à la libre circulation des capitaux et des marchandises, créent un vaste marché financier unifié. Cela a entraîné un développement de la sphère financière sans précédent dans l'histoire, moyen pour le capital de tenter de s'affranchir des contraintes des frontières nationales et de la propriété privée.

Cette folle course à l'accumulation du capital ne résout aucune de ces contradictions qu'elle reproduit à un niveau toujours plus élevé et se heurte alors à ses propres

limites, la contradiction entre un développement sans limite du capital et les limites de la production comme de la consommation, les limites objectives de l'exploitation du travail humain comme de la nature.

L'intégration de la Russie dans le marché mondial, le développement d'un « *capitalisme des oligarques* » sous la houlette d'économistes américains avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale, la « *thérapie de choc* », la privatisation de tout et les méthodes les plus brutales d'exploitation de la force de travail, ont constitué un moment décisif dans la transformation mondialisée du capitalisme. La déclaration commune de Bill Clinton et de Boris Eltsine, en 1993, affirmant « *l'unité au sein de l'aire euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok* », s'est en fin de compte traduite par un effondrement de la Russie et une expansion de l'Otan déjà qualifiée d'« *inacceptable* » en 1997.

Poutine n'a jamais imaginé rompre avec ce cadre quel qu'en soit le prix payé par les populations, les ravages sociaux tant en Russie qu'en Ukraine mais entend y défendre sa place. Il s'est fait le porte-parole des nostalgies, des frustrations, du nationalisme, des désirs ou des fantasmes de revanche qui nourrissent son idéologie et sa propagande grand russe, dans le seul but d'asseoir son pouvoir en prétendant perpétuer et faire vivre la grande Russie dans le marché capitaliste mondialisé...

## **Guerre impérialiste, guerre inter-impérialiste ou l'état de guerre permanent**

L'invasion de l'Ukraine est l'aboutissement de cette évolution géopolitique du capital qui a remis en cause la domination des États-Unis. La crise financière de 2008 qui a affaibli les économies des pays développés, l'émergence de la Chine devenue la deuxième puissance économique mondiale, l'enlèvement de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan et les « *printemps arabes* », prémices d'une montée de la contestation mondialisée, ont affaibli les prétentions des USA.

Leur politique tentant de poursuivre leur offensive pour l'hégémonie mondiale - « *Amérique great again* » - se confrontait à la contestation des nouvelles puissances, le monde unipolaire voulu par les USA face aux prétentions à un monde multipolaire défendu par les puissances montantes dont la Chine.

Poutine a été partie prenante de cette contestation en réponse à son propre affaiblissement face au dépeçage de l'ex-URSS par les multinationales occidentales, avec la complicité des oligarques, et au déploiement de l'Otan. Il lança la Russie dans une série de guerres, envoya ses troupes afin d'aider à la répression des manifestations au Kazakhstan en janvier 2022, intervint militairement contre le peuple syrien au lendemain des révolutions arabes de 2011.

Nous ne sommes plus à proprement parler dans des guerres entre puissances impérialistes pour le partage ou le repartage du monde, ni même dans une guerre impérialiste pour conquérir de nouveaux territoires pour les

intégrer à l'économie capitaliste. Aujourd'hui, le rapport d'exploitation salarié et l'économie de marché règnent sur toute la planète. Le rapport capitaliste est devant un horizon bouché sans nouvelle possibilité d'expansion. Les grandes puissances ne peuvent plus, comme elles le firent au XIX<sup>ème</sup> siècle, exporter leur crise en s'exportant dans des pays connaissant des rapports non-capitalistes. Prisonnières des limites du capitalisme elles s'enferment dans une hystérie militariste sans issue.

« *Mais le plus plaisant et le plus important dans toute la période d'essor actuelle, écrivait Rosa Luxemburg en 1899, c'est qu'elle est, selon toute vraisemblance, la dernière. Après avoir partagé et englouti l'Asie, il ne restera au capitalisme européen plus aucun nouveau domaine à conquérir, toutes les parts du monde seront alors vraiment distribuées, et chacune aura son maître [...]. Car dès que tout le globe aura été pris dans les filets du capitalisme - ce que le partage de l'Asie mène presque à son terme -, et que, pour cette raison, les antagonismes internationaux, économiques et politiques, auront atteint leur point culminant, le capitalisme de son côté finira par en perdre son latin. Il peut seulement continuer à végéter, tant que son héritier, le prolétariat socialiste, ne sera pas assez mûr pour prendre possession de l'héritage que l'histoire lui destine* »<sup>3</sup>. Ces lignes anticipent le monde d'aujourd'hui après que le capitalisme, ce qu'elle ne pouvait anticiper, a réussi à trouver un nouveau souffle en intégrant ces pays au marché mondial. La Chine a été le moteur de cette nouvelle expansion capitaliste à travers la mondialisation mais aujourd'hui elle aspire à trouver sa place de grande puissance dans le monde et devient un facteur de tensions et de concurrence.

Le capitalisme financiarisé mondialisé n'a plus de perspective de développement. Non seulement il végète mais il entraîne l'humanité et la planète dans une régression sans fin. Incapable d'extraire suffisamment de plus-value par l'exploitation économique, il développe une accumulation par dépossession, pillant tant le travail humain que la nature. La concurrence à l'échelle internationale est de plus en plus exacerbée, source d'énormes gaspillages et destructions. Elle engendre une montée du militarisme et du bellicisme qui accompagne l'exacerbation de la concurrence mondialisée dans un monde où la rentabilité du capital baisse, les profits tirés de l'exploitation du travail humain ne suffisent plus à alimenter l'avidité sans limite des capitaux en expansion permanente.

La guerre devient un mode de gestion de cette concurrence, la militarisation du commerce se combine à l'interdépendance économique au prix d'une instabilité et de rivalités qui empêchent la formation de blocs stables, y compris celui de l'Otan. Les grandes puissances agissent par peuples interposés à travers des conflits dont elles ont perdu le contrôle et la maîtrise. La première puissance mondiale n'est plus en position de réguler un tant soit peu la marche chaotique du capitalisme mondialisé. Bien au contraire, sa politique pour défendre ses propres inté-

rêts devient un facteur de déséquilibres et d'accentuation des tensions.

## **Le principal facteur de guerre, les USA, leurs alliés et l'Otan mobilisés pour maintenir leur domination**

Les sanctions qui sont aujourd'hui prises contre la Russie, présentées comme la seule voie pour éviter une intervention militaire directe de l'OTAN, ont en réalité un objectif géostratégique qui, en lui-même, constitue une des composantes essentielles du tournant que nous vivons. Non seulement elles sont d'une ampleur sans précédent puisque, selon Biden, elles sont « destinées à mettre à genoux la Russie pour de longues années », mais elles ont surtout pour objectif de recentrer l'économie mondiale sur le bloc transatlantique avec des visées militaires. La guerre moderne est une question économique. La question des sources d'approvisionnement énergétique, du contrôle des productions essentielles devient centrale. Ladite « fragmentation » de l'économie mondiale en cours obéit à des préoccupations de stratégie militaire.

Ces manœuvres militaro-économiques s'inscrivent, dans la continuité de la politique des USA après la Seconde Guerre mondiale, par la mise en place avec les pays de l'Europe de l'Ouest d'un « bloc transatlantique » dirigé contre l'URSS et la Chine et qui repose sur une intégration économique croissante des capitaux financiers et industriels, une alliance militaire, l'Otan, au nom de prétendues « valeurs communes », le contenu de la propagande officielle, qui font de l'économie de marché la condition de la démocratie et de la paix. De même en Asie-Pacifique avec le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande.

Lors d'une intervention sur la guerre en Ukraine devant des dirigeants des grands groupes américains, Biden a déclaré que cette guerre marquait un « point d'inflexion dans l'économie mondiale, et même dans le monde comme il s'en produit toutes les trois ou quatre générations ». Il a ajouté que « les États-Unis doivent prendre la tête du nouvel ordre mondial en unissant le monde libre ». L'Administration Biden suit donc pour l'essentiel la politique conduite par Donald Trump contre la Chine soutenue par l'UE qui, en 2020, déclarait très officiellement que « les États-Unis et l'UE, en tant que sociétés démocratiques et économies de marché, s'accordent sur le défi stratégique lancé par la Chine, même s'ils ne sont pas toujours d'accord sur le meilleur moyen d'y faire face ».

L'affermissement du leadership économique sur ses alliés est un objectif encore plus important de l'Administration américaine. Car la guerre ne va pas faire disparaître la concurrence économique au sein même du bloc transatlantique, elle va plutôt l'exacerber.

La guerre en Ukraine et la volonté de l'Administration Biden de consolider le bloc transatlantique vont amplifier la

---

3 Rosa Luxemburg, « *Les lignes bougent dans la politique mondiale* », article paru dans *Leipziger Volkszeitung*, n°59, 13 mars 1899

fragmentation de l'espace mondial, et les discours nationalistes sur la « *déglobalisation* » apparus depuis la crise de 2008 se multiplient. A la suite de la crise financière de 2008, les échanges internationaux ont stagné. La crise sanitaire a souligné la fragilité du mode d'internationalisation du capital. Elle a provoqué une montée du protectionnisme qui a entraîné des ruptures d'approvisionnement au sein des chaînes de valeur construites par les grands groupes mondiaux ainsi que la relocalisation des activités de production fondée sur des critères géopolitiques et de sécurité d'accès aux ressources. La guerre accélère les mêmes évolutions et donne l'occasion aux USA de peser de tout leur poids non seulement économique mais militaire. Le capital américain a plus que jamais besoin de l'espace mondial afin d'augmenter la masse de valeur produite qu'il peut s'approprier et moins que jamais la lutte pour l'appropriation du surproduit n'est pacifique.

La supériorité militaire des États-Unis, 40 % des dépenses militaires mondiales, est un argument très convaincant combiné aux près de 800 bases militaires réparties dans plus de 70 pays pour un coût de 85 à 100 milliards de dollars par an. L'écart des capacités militaires entre les États-Unis et les autres pays va encore s'accroître à la suite de la guerre en Ukraine. L'Administration Biden annonce une augmentation jamais vue depuis des décennies du budget militaire qui atteindra 813 milliards de dollars en 2023.

Le dollar et les armes participent d'une même politique d'hégémonie qui conduit à la guerre en permanence.

## **La lutte pour la paix, la fraternisation des travailleurs et des peuples pour le socialisme**

La folle escalade guerrière de Poutine agit comme révélateur et accélérateur des tendances déjà à l'œuvre dans le capitalisme mondialisé. La compétition économique entre les capitaux glisse de plus en plus sur le terrain militaire soit directement par la guerre soit par la montée du militarisme, la course aux armements comme instrument dans la compétition économique, une compétition acharnée pour augmenter les profits à laquelle le monde du travail, les classes populaires, les peuples payent un prix de plus en plus lourd. Le droit des nations est bafoué par

ceux-là mêmes qui prétendent le défendre pour justifier leur militarisme.

Dans le monde capitaliste, tout obéit à la logique des rapports de force, de domination. Le vernis démocratique que les puissances les plus riches essayent de donner à leur propre politique pour imposer leur rapport de force est une illusion, un masque derrière lequel se cache la violence réactionnaire du dollar et de l'armée, de Wall Street et du Pentagone. La Maison blanche n'est là que pour le décorum.

Et c'est bien en toute connaissance de ces mécanismes mafieux qui régissent les rapports entre les États qu'a agi Biden, poussant la Russie à la faute sans jamais lui offrir la moindre porte de sortie, s'engageant dans une folle escalade militaire en instrumentalisant le nationalisme ukrainien et les ambitions de Zelensky contre l'hystérie grand russe. Il a, en toute conscience, mené un bras de fer diplomatique-militaire pour « *mettre la Russie à genoux* ».

Pour contrecarrer cette terrible logique qui régit les relations entre les États et l'implacable concurrence entre capitalistes qui ruine la société, et dont personne n'a la maîtrise ni le contrôle, il faut lui opposer une politique de classe totalement indépendante de toute défense de « l'État national », de tout nationalisme, chauvinisme et fondée sur la solidarité, la fraternisation des peuples, leur coopération.

Notre tâche est de développer dans le monde du travail et la jeunesse la compréhension du lien inextricable entre la guerre et l'exploitation, entre le militarisme et l'inflation, entre le capital, la guerre économique et la crise écologique. Se battre contre la vie chère et la guerre est un même combat de classe qui pose la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie pour les exploités en vue de la réorganisation socialiste de l'économie fondée sur la coopération des peuples.

C'est la seule politique qui définisse une solidarité active à l'égard des peuples d'Ukraine et de Russie, qui peut être un encouragement, une aide et un soutien à celles et ceux qui osent se dresser contre la folie de la guerre, qui refusent de mourir pour les profits.

*Yvan Lemaitre*